

Laïcité et Islam en Turquie - Prier ne peut pas faire de mal (1)

lundi 12 décembre 2011, par [Etienne Copeaux](#)

La répression qui s'opère sous nos yeux en Turquie m'enrage. Dans Le Monde du 3 novembre 2011, Guillaume Perrier écrivait : « Cette offensive menée au nom de la lutte contre le terrorisme s'inscrit dans une tradition judiciaire tenace » ; il citait le correspondant turc de Reporters sans frontières, Erol Önderoglu, qui estime que rien ou presque n'a changé dans la politique répressive de la Turquie, depuis la grande époque « où l'état-major dictait la ligne », c'est-à-dire avant 2002.

Il nous appartient d'étudier pourquoi la Turquie, quel que soit le parti au pouvoir, ne change pas, et pourquoi ce pays que nous aimons nous désespère.

Je dédie mes petites études (qui, elles, vous parviennent d'une sous-préfecture tranquille, résultent d'un travail sans risque et ne nuisent pas à ma santé) à Büsra Ersanlı et Pınar Selek, chercheuses de combat qui paient très cher leur engagement, à l'éditeur héroïque Ragıp Zarakolu, aux dizaines d'autres intellectuels qui moisissent en prison ou doivent fuir la Turquie en raison de leurs travaux, et aux centaines d'autres qu'aucune mobilisation internationale ne viendra secourir.

Ma série des « Esquisses sur la Turquie des années 1990 » ne traite pas de l'actualité. Mais elle peut lui donner un éclairage. Les dirigeants de la décennie 90 ont tous joué avec le feu. Je veux en rapporter aujourd'hui des exemples qui semblent anodins, mais il s'agit d'attitudes qui ont contribué à installer ou plutôt à consolider un certain état d'esprit en Turquie.

Dans mes « esquisses » précédentes (17 à 19), j'ai relaté l'acharnement avec lequel l'establishment kémaliste avait poursuivi des responsables municipaux, parmi lesquels l'actuel premier ministre R.T. Erdogan. J'ai fait observer que l'acharnement portait sur les signes et les symboles, bien plus que sur la politique elle-même. Décidément, cette période de l'histoire de la Turquie illustre l'importance de la part symbolique de toute lutte politique. Évoquant les travaux de Norbert Elias, Patrick Champagne écrivait en 1990 : « Parce que cette lutte se fait avec des mots pour faire croire ou faire voir, l'histoire de l'espace politique consiste (...) à analyser les diverses formes prises par ce pouvoir symbolique très particulier et son autonomisation progressive [1]. » La lutte politique, dans cette Turquie des années 1990, prend toutes les apparences d'une guerre des signes, et l'examen des signes permet à son tour d'entre en profondeur dans la politique.

A la fin de [l'« esquisse » sur la chute de R.T. Erdogan](#), je signalais un article de Cumhuriyet concernant ce dernier, intitulé « L'imam d'Istanbul », illustré d'un portrait le montrant en attitude de prière, attitude censée le discréditer. La mise en avant du caractère pieux, religieux ou bigot d'un personnage public, plutôt que celle de son éventuelle mauvaise gestion ou de sa politique, semblait plus appropriée pour le dévaloriser. Alors que le texte de l'article entrait plus avant dans l'analyse, l'illustration et la titraille utilisaient le ressort symbolique, comme il avait été fait précédemment avec le premier ministre Necmettin Erbakan (cf. [mon « esquisse » n° 12- Portraits d'Erbakan dans la presse laïque](#)).

Par définition, un signe doit être perceptible : visible, lisible ou audible, image, attitude corporelle, vêtement, parole, mot. Par exemple, pour « représenter » la religion musulmane, les reporters radiophoniques français utilisent systématiquement un signe sonore, l'appel à la prière. Rares sont les

reportages venant de Turquie, du Maghreb, de Libye, d’Égypte qui ne comportent en fond sonore la voix d’un muezzin. Il s’agit pour le reporter d’attester qu’il est bien là où il est censé être. Mais il s’agit aussi de signifier la supposée omniprésence de la religion dans les sociétés musulmanes, et, par voie de conséquence, une « menace islamiste ». Or, les Occidentaux comprennent mal que l’islam est souvent perçu comme un élément de la nation. D’ailleurs, l’islamo-conservatisme turc invoque souvent une équivalence symbolique entre l’ezan (l’appel à la prière) et le drapeau national.

Si l’on veut rendre visible le fait religieux, un des signes les plus utilisés est le lieu de culte : église, mosquée, temple... à condition qu’il soit bien identifiable. Le clocher et le minaret, qui ne sont pourtant pas essentiels au culte, jouent un rôle fondamental dans cette identification : ils signalent un signe.

L’autre signe visuel dominant est la représentation de la piété par l’image du croyant en prière. Prier, c’est, pour un temps, se retirer du monde. Même dans les cas où la prière ne requiert aucun geste spécifique, un orant se reconnaît aisément sur une photographie : air absent, concentré, regard fervent dirigé vers le ciel ou paupières baissées. Pour la gestuelle, mains jointes pour les uns, paumes tournées vers le haut pour les autres ; posture agenouillée ou prosternée, tête baissée, marques d’humilité réelle ou feinte : il existe une multitude de signes proprement corporels qui ne trompent pas et sont immédiatement identifiés.

La figure de l’orant est très efficace comme signe politique. Car ce qui importe n’est pas seulement le signifiant (la posture corporelle) ni même le signifié primaire (la prière, la religiosité), mais la personnalité particulière de l’orant et son signifié secondaire, éminemment politique. La représentation d’un homme comme Erdogan ou Erdoğan en prière ne fait que confirmer ce que l’on savait : ils œuvrent pour un courant politique censé être inspiré par la religion. Mais que signifie la représentation d’un personnage public, connu comme laïciste, ou se prétendant tel, en attitude de prière ?

Dans le domaine de la photographie de presse en Turquie, il n’est même pas nécessaire de surprendre – si tant est que la surprise soit nécessaire, un tel « sujet » étant soigneusement mis en scène – un politicien en prière. Il suffit de le cadrer sur fond de mosquée. La mosquée n’est pas un simple élément architectural inclus par hasard dans le champ de l’image ; l’inclusion est délibérément choisie en tant que signifiant. La photographie, la titraille, et le co-texte (l’article) agissent pour transférer les signifiés (« religion », « piété ») du décor (la mosquée) vers le sujet même de l’image (l’homme politique). Depuis longtemps les photographes de presse et les rédactions des journaux ont formé les lecteurs pour que ce transfert soit une simple association d’idées, automatique. La photographie, alors, agit dans son ensemble comme icône, et le signifiant peut se comprendre ainsi : la personnalité représentée est pieuse ou, pour le moins, elle n’est pas contre la religion et la piété. La mosquée connote la photo et son sujet, exactement comme le portrait d’Atatürk peut connoter le portrait d’un autre personnage, Erdogan par exemple (cf. « [Esquisse n° 12 - Portraits d’Erdogan dans la presse laïque](#) »).

Nous allons suivre l’évolution de cette sémiologie entre 1996 et 1999, soit avant, pendant et surtout après l’exercice du pouvoir par le parti islamiste Refah.

Les dévotions de Mesut Yılmaz

Ma collection de photographies commence avec une apparition de Mesut Yılmaz devant la grande mosquée de Kocatepe, à Ankara. Mesut Yılmaz, un peu oublié aujourd’hui, était au premier plan de la vie politique d’alors : président du Parti de la mère-patrie (Anavatan Partisi, ANAP, centre-droite), et en tant que tel plus ou moins héritier (contesté) de Turgut Özal ; et plusieurs fois premier ministre.

Du 6 mars au 28 juin 1996, pour la seconde fois, Yılmaz est chef du gouvernement [2]. Le Refah, vainqueur des élections de décembre 1995, a été écarté du pouvoir. Mais les dirigeants sentent que la menace n’est pas écartée. La base sociale du Refah étant large, ils ne peuvent se permettre de négliger la part « islamo-conservatrice » de la population, ils ne peuvent se poser en « ennemis de la religion », en « croisés de la laïcité ». D’ailleurs, l’ANAP penche plutôt du côté de la « synthèse turco-islamique », même discrètement, même en faisant allégeance au kémalisme. Le fondateur du parti, T. Özal, a été le premier homme d’État de la Turquie républicaine à pratiquer ouvertement la religion et se proclamait un homme

de foi.

Toutefois Mesut Yılmaz ne passe pas pour tel, à l'époque. Mais pour calmer ou rassurer l'électorat du Refah, certains gestes sont jugés utiles. On peut très bien vivre sa foi discrètement, loin des objectifs, mais en avril 1996, Mesut Yılmaz estime politiquement profitable la mise en scène de sa prière du vendredi, dans la plus grande mosquée de la capitale.

Au premier plan de cette photographie de l'agence Anadolu, Yılmaz arbore un large sourire ; l'avenir est à lui, il n'a que 49 ans ; s'il parvient à écarter durablement ses rivaux, les plus hautes fonctions lui sont promises. Il vaut mieux, dans ce cas, se concilier la faveur de ceux qui estiment que « la nation turque est musulmane ». Seul le cadrage donne son sens à l'image associant l'homme et la mosquée, transformée en icône. L'attitude du premier ministre, qui sourit largement au photographe ou au public, n'a rien de religieux, mais la place (plus de la moitié du champ) accordée à la mosquée en arrière-plan oriente la lecture. Le texte, en fait inutile, confirme seulement l'information délivrée par l'image : « Hier, le chef du gouvernement Mesut Yılmaz a fait la prière du vendredi à la mosquée de Kocatepe. En quittant celle-ci, Yılmaz et ceux qui l'accompagnaient ont rencontré leurs concitoyens, qui l'attendaient avec une grande curiosité » [3]. Le quotidien de gauche Yeni Yüzyıl qui rapporte cette nouvelle ne fait aucun commentaire. Mais, dans un autre article du même numéro, Can Dündar rappelle que l'article proclamant que « La religion de l'État est l'islam » a été retiré de la constitution le 10 avril 1928 et que, depuis, le 10 avril est « jour de la laïcité » [4]. Pour saisir le discours du laïque Yeni Yüzyıl, la lecture du co-texte ne suffit pas ; l'information concernant Yılmaz doit être considérée comme un lieu commun reproduit par routine, et c'est dans les propos des nombreux commentateurs (köse yazar), dont celui de Can Dündar, qu'apparaît la personnalité du journal.

Est-ce un hasard ? Le quotidien Türkiye, très « turco-musulman », saisit l'occasion du troisième anniversaire du décès de Turgut Özal, le 17 avril, pour rappeler que ce dernier avait été le premier président de la république à faire la prière du vendredi en public à la mosquée, « mêlé au peuple » (halkın arasında).

A cela s'ajoute un « petit détail ». Quelques jours plus tard encore, les musulmans fêtent l'anniversaire de Mahomet, et le chef du gouvernement, ès fonction, se laisse aller – mais il s'agit là d'une chose très fréquente – à évoquer « notre Prophète » (yüce peygamberimiz), inférant par là qu'il est musulman, croyant, solidaire de la communauté des croyants dans cette fête, excluant par là même l'ensemble des non musulmans et des non croyants et reconnaissant par l'emploi de ce « notre » l'existence d'une nation turque musulmane [5]. Yılmaz est excusable : la distribution de ce type de possessif est telle, dans les manuels scolaires, que les citoyens de la république laïque de Turquie sont conditionnés à se reconnaître musulmans comme par réflexe. Je renvoie à cette occasion à mes recherches sur le discours des manuels scolaires turcs.

Mais les quatre coupures de presse (la photographie, le commentaire de Dündar, l'information de Türkiye, puis le petit détail révélé par routine dans Yeni Yüzyıl) peuvent être considérées comme un tout, des éléments épars d'un même discours, qui nous donne un point de vue synthétique sur les représentations de l'homme en vue en cette période cruciale où le Refah pousse à la porte du gouvernement : la république de Turquie est pourvue, indubitablement, d'un chef de gouvernement musulman et croyant.

En politique, il vaut mieux répéter un message cohérent. Yılmaz fut premier ministre prédécesseur du gouvernement Refahyol mais il a également succédé à celui-ci. C'est par une prière à la mosquée que Mesut Yılmaz a tenté de conjurer l'arrivée d'Erbakan, et c'est logiquement par une prière à la même mosquée qu'il a rendu grâce à Dieu de lui rendre le pouvoir. C'est du moins le message qu'il a voulu faire passer à la population, c'est ainsi que le lectorat est censé lire ces images.

Sur le cliché Reuters de 1997, à nouveau, en arrière-plan, la mosquée de Kocatepe occupe une bonne partie de l'image, ce qui, la source étant différente, indique un stéréotype. La photographie est presque identique à la précédente. Mais Yılmaz, au premier plan, semble plus préoccupé ; il n'est que pressenti

pour former le gouvernement. Derrière lui, ses fidèles, et derrière encore, le public qui le regarde avec curiosité. Là encore, l'image suffit au message, qui n'est que confirmé par le texte, lui aussi similaire à celui de 1996 : « Hier matin [un vendredi] le président de l'ANAP Mesut Yılmaz, est allé faire sa prière à la mosquée de Kocatepe avant de se rendre à Çankaya [siège de la présidence de la république où il est convoqué]. L'apparition de Yılmaz a été l'objet d'une grande curiosité de la part de nos concitoyens ; quelques-uns l'ont félicité en lui criant 'Bonne chance, Monsieur le Premier ministre !' » [6]. On ne peut mieux commencer l'exercice d'un gouvernement « laïque » qui aura la charge de réagir contre un pouvoir « islamiste ».

Les gouvernants « laïques » se mettent à prier...

C'est avec une certaine constance que les dirigeants, après la chute du Refahyol, se sont mis à faire leur prière sous l'objectif des photographes de presse. Il n'y a pas de doute sur l'intention politique ; les sélections opérées entre la prise de vue et la publication sont si nombreuses que la présence d'un cliché dans un journal, et à plus forte raison d'une multiplicité de clichés semblables, ne doit rien au hasard. C'est ainsi qu'on obtient un stéréotype.

La première grande série d'images de dirigeants « laïques » en prière se situe autour de la date de 18 août 1997, dans le cadre du pèlerinage alevi de Hacibektas (Anatolie centrale). Le président Demirel, le premier ministre Mesut Yılmaz et d'autres membres du gouvernement, s'y sont rendus et ont prié publiquement devant le tombeau du saint Hacibektas-i Veli, ou ont tenu des propos qui ne sauraient être considérés comme laïcs. C'est en ce lieu et dans cette circonstance religieuse, qu'ils ont choisi de célébrer la victoire de la « laïcité » sur l'obscurantisme, et d'annoncer des mesures destinées à lutter contre la « réaction religieuse » (irtica). Le paradoxe n'est qu'apparent, l'événement est important et j'y consacrerai un autre article [7].

Hors de ce contexte très particulier, les dirigeants turcs ont voulu, visiblement, envoyer un « signal » à la population. Au moment du coup d'État « en douceur » du 28 février 1997, ou juste après la chute de Necmettin Erbakan, comment montrer à la population que le gouvernement n'est pas hostile à la religion ? Par des paroles répétées à tout propos, mais aussi par ce signe visible, cette attitude identifiable et photographiable, la prière.

Le président Süleyman Demirel en prière est l'image iconique de la défaite de la « réaction religieuse », image destinée à rassurer les croyants, et qui colle parfaitement à la réalité de la « nation turque musulmane ». Le concept de « laïcité », dans ce contexte précis, doit être compris comme celui d'un islam tolérant pour l'hétérodoxie alevi, dans un pays entièrement musulman mais où tous les courants de l'islam seraient admis. Dans un territoire, l'Anatolie, où les Arméniens ont été exterminés, d'où les orthodoxes ont été chassés, où il ne reste pratiquement que des musulmans, la laïcité ne peut être conçue comme la coexistence de toutes les religions.

Joli paradoxe ! L'image d'Erdogan priant scandalise, parce qu'il représente un courant religieux, mais celle d'un dirigeant supposé laïque est admise comme preuve de tolérance. En voici quelques exemples. Dès avant le « coup d'État en douceur » du 28 février 1997, alors que l'armée avait déjà fait une démonstration de pouvoir à Sincan ([« Esquisse » n° 7- Les chars à Sincan](#)), Demirel inaugurait une école par une prière. L'intervention militaire était dans l'air, mais le président de la république estimait nécessaire, déjà, de rassurer l'électorat croyant [8].

De telles photographies sont devenues ordinaires en 1998, alors que la « réaction religieuse » avait été évincée du pouvoir, durant les mois qui ont précédé les célébrations du 75^e anniversaire de la république laïque. Il a paru nécessaire, alors, de montrer que celle-ci n'est pas un régime « athée ». Fin août, juste après les cérémonies de Hacibektas, Demirel effectuait une visite « touristique » à la mosquée de Sultanahmet, la célèbre Mosquée bleue : il prie encore, il prie entouré d'une armée de journalistes, il prie en première page des journaux, et le laïque Radikal qui publie cette photo ne la commente pas [9]. Le président a-t-il considéré que les gages accordés aux alevi quelques jours plus tôt devaient être

contrebalancés par une telle image ?

Un mois plus tard, le 18 septembre, inaugurant un vendredi l'année universitaire à Mugla (sud-ouest de la Turquie), Demirel fait un geste encore plus signifiant, une nouvelle fois dans un cadre protocolaire. Le président de la république se rend en effet à la mosquée centrale de Mugla, en compagnie du préfet et du recteur de l'Université, et cette fois, il croit devoir expliciter son geste, ce qui dénote un certain malaise ou des questions gênantes des journalistes : « La république, dit-il, n'a pas été créée contre la religion. D'ailleurs, la population est à 99 % musulmane » [10].

Mesut Yılmaz, durant la même période, ne s'est pas contenté de se laisser photographier à la sortie de la mosquée. Pour lui comme pour Demirel, une inauguration doit être aussi une cérémonie religieuse. Le dimanche 11 octobre 1998, il prie - devant les photographes - avec les ouvriers du chantier de la centrale thermique d'Afsin-Elbistan (Anatolie centrale) lors de la pose de la première pierre [11]. Le laïque Yeni Yüzyıl, qui publie cette photographie, ne trouve rien à redire. Mais ce jour est particulier, crucial : c'est le jour même du grand türban eylemi, la manifestation nationale pour le port du foulard de tête, qui vise à créer à travers tout le pays une chaîne humaine de 2000 km formée par des femmes voilées se tenant par la main (voir [l'« esquisse » n° 11 - Représentations du corps féminin - Les femmes en noir](#)). Avec le 11 mai 1997 (la grande manifestation de la place Sultanahmet à Istanbul), ce dimanche 11 octobre 1998 est l'un des sommets de l'agitation islamiste de l'époque. Aussi, on peut interpréter l'attitude de Yılmaz comme un contre-feu.

L'image est magnifiquement composée, et fait pendant à celle qui représente Mustafa Kemal, en attitude de prière, aux côtés de religieux lors de l'inauguration de l'assemblée nationale à Ankara. En effet, Yılmaz et les notables sont à une tribune sur laquelle a été disposé le logo du 75e anniversaire de la république ; les couleurs nationales, le croissant et l'étoile, la mention « 75e anniversaire » sont entourés d'hommes priant. Dans les deux cas, à 78 ans d'intervalle, des signes religieux sont associés à un protocole et à une sémiologie étatiques.

Un ouvrier en casque de chantier a été admis aux côtés des notables. Un autre, également casqué de blanc, est au pied de la tribune, de trois-quart, légèrement souriant, le visage très bien éclairé malgré la lumière crue ; son profil se détache sur un fond clair. Tous les officiels ont les yeux baissés ou portent des lunettes noires en raison du soleil qui leur fait face, tous sauf Yılmaz (un premier ministre ne baisse pas les yeux devant les photographes), dont le visage grimace un peu. Aucune des dix ou douze personnes visibles ne s'est soustraite à la prière. C'est une curieuse image de la république laïque, datée d'un jour de grande manifestation islamiste.

Mesut Yılmaz et Süleyman Demirel appartiennent à des courants de centre-droite qui ne sont pas très éloignés du concept de « nation turco-musulmane ». Quoique à ma connaissance ni l'un ni l'autre n'aient jamais manifesté de sympathie pour ce qu'on appelle l'islamisme, et sans être des personnes connues pour leur ferveur, on ne peut non plus les considérer comme des champions de la laïcité kémaliste.

... même Ecevit

Mais Bülent Ecevit ? Le droit, l'intègre, l'intellectuel, le poète, le laïque Ecevit s'est laissé prendre, un temps, à la démagogie. Dans un cas, au moins, on peut le comprendre. C'est à la fin du mois d'août 1998 dans le village de Basbaglar (sous-préfecture de Kemaliye, département d'Erzincan, Anatolie orientale, loin de tout). Le 5 juillet 1993, deux jours après l'incendie criminel qui avait tué 37 intellectuels alevi à Sivas, 33 personnes ont été massacrées dans ce village. Etait-ce une provocation des équipes spéciales ou attaque du PKK ? Cette affaire est bizarre.

En août 1998, donc, Ecevit, vice-premier ministre, s'y rend avec sa femme Rahsan, pour inaugurer les maisons où sont relogées les familles des victimes. La population se montre très hostile, et c'est une quasi manifestation qui se presse autour des autorités. La plupart des femmes sont voilées et vêtues de noir. Les

officiels sont conduits au monument des martyrs... et se mettent en prière. En la circonstance, Ecevit ne pouvait guère faire moins [12].

Il n'en est pas de même quelques jours plus tard, lors d'une visite en Bosnie, puis une autre à Chypre : on se rend compte alors qu'il s'agit d'une série, créée par un service de presse et toujours avec la même intention, démontrer que l'homme d'Etat et sa femme ne sont pas des athées. Dans la presse du 1^{er} septembre 1998, Bülent Ecevit et Rahsan prient ensemble à la mémoire du premier mort bosniaque de la guerre en ex-Yougoslavie. Sur le cliché de Milliyet (ci-dessus), personne d'autre n'a adopté cette attitude.

Puis (ci-contre), à Chypre, au « cimetière des martyrs » de Yesilirmak, entre Nicosie et Kyrenia, Ecevit et sa femme se mettent également à prier.

Sur le cliché publié par Türkiye, leur attitude est d'autant plus frappante que le dirigeant du territoire, Rauf Denktas, jette un regard étonné à Ecevit, esquisse un geste mais n'est pas (encore) en attitude de prière [13]. Le fait est à ce point surprenant que Türkiye prend la peine de signaler que Rahsan Ecevit a revêtu un foulard de tête.

Berna Yılmaz, l'épouse du premier ministre, n'est pas en reste. Le couple visite la mosquée Mescit-i Aksa à Jérusalem, et tandis que Mesut, les mains dans le dos, écoute les explications d'un guide, Berna, la tête couverte et les yeux levés au ciel, prie ostensiblement. Cela sent la mise en scène ; Berna est au premier plan et son attitude semble complètement fabriquée [14].

La prière, un habitus politique ?

Il semble que le pouvoir ait voulu créer un habitus, intégrer la prière au protocole habituel, jusqu'à ce qu'on n'y prête plus attention, un pouvoir exercé par des « laïques » qui a craint de perdre trop de voix de musulmans fervents. Aussi les politiciens en place ont-ils cru prudent de montrer quelques signes ostentatoires de dévotion. Mais la manœuvre n'a pas mieux réussi que la manière forte, à savoir l'intervention de l'armée et la destitution puis l'arrestation d'Erdogan. Elle n'a pas réussi puisque les islamistes modérés sont revenus au pouvoir en 2002, et pour longtemps.

Mais l'attitude des politiciens « laïques » a eu peut-être un autre effet, bien plus profond. En habituant la population à voir ses dirigeants prier, ces derniers ont consolidé l'idée d'une nation turque musulmane ; ils ont poursuivi l'œuvre des manuels scolaires, la « naturalisation » de la synthèse turco-islamique. La population est à 99% musulmane ! Quoi de plus normal que ses dirigeants se montrent et agissent en musulmans ?

L'idée turco-musulmane, qui s'est d'abord réalisée par des exterminations et des expulsions, s'est poursuivie par des discours, par des mots (la simple expression « notre prophète ») puis par des gestes. Après les actes, la consolidation par les signes, les signes eux-mêmes agissant et produisant ensuite des effets politiques, et peut-être des actes, car ils finissent par légitimer non seulement l'Etat, mais ceux qui prétendent agir au nom de l'Etat, ou prétendent devancer l'action de l'Etat, comme l'assassin de Hrant Dink.

Et pour poursuivre l'étude de ce processus de naturalisation de l'islam en politique, je viendrai prochainement (insallah) à un sujet plus étonnant encore, la prière publique des généraux de l'armée « gardienne de la laïcité », puis à cette fête alevi de Hacibektas en août 1998 qui a fait l'objet d'une intense récupération politique.

Retrouvez les [Esquisses sur la Turquie des années 90 et autres articles d'Etienne Copeaux](#) sur Turquie Européenne

Sources

Notes

[1] Patrick Champagne, Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique, Paris, Minuit, coll. Le Sens commun, 1990, p. 18. Cf. Norbert Elias, La Dynamique de l'Occident, Paris, Calmann-Lévy, 1975 [Über den Prozess der Zivilisation, 1939].

[2] Il a également dirigé le gouvernement de juin à novembre 1991, et de juin 1997 à janvier 1999.

[3] Yeni Yüzyıl, 13 avril 1996.

[4] Can Dündar, « Devletin dini, islamdır », Yeni Yüzyıl, 13 avril 1996.

[5] Yeni Yüzyıl, 20 avril 1996.

[6] Sabah, 21 juin 1997.

[7] Türkiye, 17 août 1997. La photographie de Süleyman Demirel et İsmet Sezgin, vice-premier ministre, en prière devant le tombeau, est en première page.

[8] Radikal, 17 février 1997.

[9] Radikal, 20 août 1998.

[10] Türkiye, 19 septembre 1998.

[11] Yeni Yüzyıl, 12 octobre 1998.

[12] Milliyet, 24 août 1998. Akit, 30 août 1998.

[13] Milliyet, 1 septembre 1998 ; Türkiye, 7 septembre 1998.

[14] Milliyet, 9 septembre 1998.